

Bilan des élections mexicaines

José Rosario Marroquín, s.j.

Numéro 761, décembre 2012

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/68008ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marroquín, J. R. (2012). Bilan des élections mexicaines. *Relations*, (761), 9–9.



Bilan des élections mexicaines

JOSÉ ROSARIO MARROQUÍN, S.J.

Le 1^{er} juillet dernier, les Mexicains ont voté pour élire un nouveau président ainsi que les 128 sénateurs et 500 députés qui forment le pouvoir législatif. Dans près de la moitié des États, des élections régionales avaient aussi lieu, notamment pour élire gouverneurs et députés locaux. Sans grande surprise, c'est le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), Enrique Peña Nieto, qui a remporté la présidence.

Malgré l'existence de lois et d'institutions devant garantir l'intégrité du processus électoral, plusieurs stratagèmes pour les contourner et manipu-

Le principal résultat de ces élections demeure toutefois l'éclatement du vote. La composition du gouvernement ne pourra donc se faire sans dialogue et sans concertation entre les partis [...]

ler le vote ont été employés. Traditionnellement attribuées au PRI – qui s'en est servi pour se maintenir au pouvoir pendant 71 ans, de 1929 à 2000 –, ces tactiques ont cette fois été mises en pratique par tous les partis. Les promesses de nominations politiques, les échanges de faveurs, les achats de votes ainsi que la violence – meurtres et disparitions forcées de candidats et de représentants inclus – ont caractérisé un scrutin qui aura exposé les larges brèches du système électoral. Les accusations publiques de fraude sont justes et auraient pu invalider les élections si le tribunal électoral avait considéré les cas de fraude comme ayant été commis en amont des urnes, ce qu'il n'a pas osé faire.

En tout, sept partis nationaux – seuls ou en coalitions – ont présenté des candidats. Mais cette diversité apparente est trompeuse. La position idéologique de ces partis est peu dé-

finie et plutôt «flexible», donnant lieu à des alliances qui, dans d'autres contextes, seraient fort improbables. Tous les partis ont en effet des accords avec différents groupes de pouvoir très influents, que ce soit des intérêts locaux, les médias de masse, la grande entreprise ou le crime organisé, qui infiltre, par ailleurs, de nombreux secteurs de la vie nationale.

Malgré les contraintes et les manœuvres partisans, les citoyens ont su faire preuve de discernement. Dans chaque région, les enjeux locaux, touchant directement les gens, ont su s'imposer dans les urnes. Ce faisant, en l'absence d'autres mécanismes de sanction et de suivi, le vote citoyen a pu servir d'instrument d'évaluation et de contrôle du pouvoir politique. Toutefois, la primauté des enjeux locaux met en lumière un manque de vision nationale. La fragmentation des revendications a ainsi pu mener au retour à la présidence du PRI, après un intermède de 12 ans assuré par le Parti de l'Action nationale de l'ex-président Felipe Calderón.

Ceux qui connaissent la manière autoritaire de gouverner du PRI furent d'abord surpris, puis alarmés par ce résultat. On ne peut cependant pas dire qu'il s'agit d'un retour vers un passé révolu: l'autoritarisme est loin d'être disparu des institutions nationales – et encore moins des forces policières et de l'armée – avec la défaite du PRI en 2000. Il freine toujours la transition vers un régime démocratique.

Ces obstacles n'ont toutefois pu empêcher l'essor de mouvements sociaux, dont plusieurs sont résolus à exiger des résultats de leurs dirigeants et dénoncent les violations des libertés et des droits individuels et collectifs. En ce sens, il faut souligner l'émergence du mouvement *Yo soy 132* («Je suis le 132^e»), créé en appui à un groupe de 131 étudiants universitaires ayant défié l'autorité d'Enrique Peña Nieto pendant sa campagne électorale.

Le principal résultat de ces élections demeure toutefois l'éclatement du vote. La composition du gouvernement ne pourra donc se faire sans dialogue et sans concertation entre les partis, sans quoi gouverner pourrait s'avérer difficile. Les priorités énoncées par le président élu pourraient toutefois compliquer la nécessaire cohabitation. Enrique Peña Nieto souhaite en effet implanter des réformes sur les plans de la fiscalité, du travail et de l'énergie, conçues davantage en fonction des intérêts du patronat et des institutions financières internationales que de ceux de la majorité de la population.

Un autre défi de taille pour le nouveau gouvernement sera la lutte contre le crime organisé et la violence endémique, que la méthode répressive de son prédécesseur, misant sur la confrontation militaire avec les cartels de la drogue, n'a fait qu'empirer. Au total, plus de 95 000 personnes auraient été assassinées entre 2007 et 2011 selon les données de l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (*La Jornada*, 21 juillet 2012). Or, bien qu'il ait promis de réviser cette stratégie, le parti du nouveau président ne donne aucun signe que ce sera effectivement le cas.

Les résultats du dernier scrutin indiquent enfin que les Mexicains ont opté pour la résolution rapide de certains problèmes importants, en particulier en matière de sécurité et d'emploi. Ce faisant, ils semblent avoir oublié que les solutions rapides à ces problèmes comportent des risques à long terme: la réduction des libertés civiles et du respect des droits humains au nom de la sécurité, ou encore les graves contrecoups de projets de développement économique menés sans égard pour les communautés et l'environnement. La nécessité s'impose donc plus que jamais de consolider le pouvoir citoyen autour de principes éthiques et d'une vision à long terme. ●

L'auteur, jésuite, est membre du Centre de droits humains Miguel Agustín Pro Juárez au Mexique